

Les enjeux géostratégiques dans le monde. Quels impacts sur le Maroc ?

Les dynamiques contradictoires des flux et reflux géopolitiques dans le monde connaissent des mutations nouvelles et s'inscrivent dans des paramètres nouveaux et dans des contextes en mutations.

La léthargie et le confort politique-mondialiste insufflé par la prédominance du libéralisme orchestré par les Etats-Unis d'Amérique (Etat fédéral, acteurs politiques, multinationales et acteurs non - étatiques), tous porteurs du « soft – power » américain -ainsi que l'adhésion sans réserve de l'Europe au modèle américain, sont de plus en plus contestés depuis deux décennies.

Suite à la crise de la pandémie du coronavirus, au style paradoxal du président américain Donald Trump, à l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en Chine et aux nouvelles stratégies offensives du président Vladimir Poutine, l'illusion d'un monde pacifié, derrière l'Amérique et la doctrine promue par les organisations internationales multilatérales, a volé en éclats.

A cette fragmentation politique et culturelle du monde correspondent de nouveaux positionnements, de nouveaux rapports de force et de nouvelles perspectives de hiérarchisation des puissances.

A la guerre froide issue de la seconde guerre mondiale correspondent des réalités qui ont façonné un monde de confrontations et de menaces.

Après la Seconde Guerre mondiale et durant la période de la guerre froide et l'équilibre de la « terreur », le monde capitaliste libéral et le monde soviétique totalitaire se sont partagé les rôles et réparti les privilèges. L'Organisation des Nations Unies et son Conseil de sécurité, issus de la fin de la guerre, ont validé, cautionné et accompagné ce partage des pouvoirs entre les puissances économiques, scientifiques et militaires victorieuses.

A L'équilibre de la terreur et de la paix « chacun sur ses gardes, » instaurées par la détention de l'arme nucléaire, des armes de destruction à grande échelle et à longues portées, a succédé un épisode d'entente éphémère¹.

L'implosion de l'union soviétique et l'échec du projet politique du communisme ainsi que la conversion de la Chine à l'économie de marché, sous le contrôle politique global du parti unique en Chine avec le président Deng Xiaoping, ont

¹ Voir le livre à succès de Francis FUKUYAMA « the end of history and the last man » Penguin Group editions. 1992.

instauré un monde à multiples dimensions géopolitiques régulées par des compromis et des cadres de négociations multilatéraux et de plus en plus bilatéraux.

La prédominance économique, financière, monétaire, militaire, scientifique, technologique, et l'attrait universel de « the American- way- of -life », ont façonné le monde avant tout en fonction des intérêts de l'Amérique, de sa culture et de ses visions des autres.

La situation est explosive dans tous les domaines dans le monde. Entre mécontentements, révoltes et manipulations, l'instabilité rampante ou dévastatrice gagne du terrain.

En rétrécissant les distances et en réduisant le temps, la globalisation a façonné non pas un monde rectifié et transformé mais un monde métamorphosé et échappant à toute boussole.

De nouveaux acteurs, de nouveaux paramètres, de nouvelles variables sont apparus et dominant dans la prolifération des aléas, des incertitudes et du recul des logiques rationnelles.

L'Etat providence d'un côté et l'économie administrée imposée de l'autre, ont permis la consolidation des prérequis et les fondements de la mondialisation de la finance, de la consommation et de l'éclatement des frontières. L'explosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la prise du monde en otage par les GAFAM (ou big five : Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), les réseaux sociaux et les outils du monde virtuel, ont fini par sonner le glas des voies de recours, de la pratique des compromis et des modes d'antan de gestion des conflits.

L'implosion du bloc soviétique avec la fin de l'URSS en 1993, les réformes profondes en Chine de Deng Xiaoping à Xi Jinping, avec une économie capitaliste d'Etat, des espaces de libéralisme sous contrôle et un système politique de parti unique totalitaire, ont produit de nouveaux paradigmes en géopolitique.

Suite à la présidence de Donald Trump et à sa remise en cause intégrale et à grande échelle de toutes les conventions et les forums, formels et informels, de concertation multilatérale mondiale, et avec la consolidation des pouvoirs autoritaires de Vladimir Poutine, tout est remis en cause et tout ce qui se passe dans le monde participe de cette « théorie du chaos » en gestation.

Cette crise n'est ni spontanée ni accidentelle ; elle exprime les rapports de force en recomposition en cours, à la recherche d'une nouvelle géostratégie de repositionnement dans le monde, avec des forums comme le G20, le G7, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud) et l'APEC « Asia -Pacific Economic Cooperation » (Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle Zélande Japon et Corée du sud).

Alors que les uns sont à la recherche de « *l'homme augmenté* », que d'autres tirent la sonnette d'alarme face à l'extrême gravité des détériorations de la nature, de l'environnement et des climats, la vieille rhétorique du partage du monde entre puissants rabat les anciennes cartes et s'avance à la quête de nouvelles postures.

Le PIB de la CHINE est le deuxième du monde en 2022, après, celui des USA.

La Russie est à la huitième place. Elle est au deuxième rang du classement militaire, derrière les USA, et la Chine est en troisième position.

Indicateurs USA, CHINE et Russie.

Contestée et concurrencée, la puissance américaine reste bien dominante.

Quels sont les critères synthétiques de la hiérarchie des puissances de dimensions « hard and soft power » ?

- Le poids territorial,
- Le poids démographique,
- Le poids économique, les entreprises multinationales, les capacités d'innovations, le contrôle des marchés des capitaux, du SMI, des devises, et des technologies de pointe.
- L'influence culturelle et le soft-power : langue, biens et industries culturelles, informations, réseaux sociaux,
- Capacités de flexibilité et d'adaptations aux aléas et aux crises.
- Capacités diplomatiques, maîtrise de réseautages, pressions de « lobbying » et intelligence des renseignements.
- Persuasions et forces militaires.

Comme toute crise, celle que nous vivons depuis 2016 et qui a éclaté en 2022, est bel et bien une expression des recompositions et des jeux de rôles qui

finiront par des positionnements nouveaux ou anciens revisités par de nouvelles alliances, de nouveaux cadrages militaires, technologiques et donc politiques.

L'adage qui dit « celui qui désire la paix devrait préparer la guerre » n'a jamais été aussi bien approprié.

L'Ukraine n'est que le prétexte de circonstance. Ce qui se joue aujourd'hui, c'est la lutte pour la domination ou plutôt la lutte pour faire partie du club des dominants dans le monde.

Vladimir Poutine joue le tout pour le tout ; il exprime les stigmates de l'humiliation et de la marginalisation subies par la Russie après l'implosion du bloc soviétique et le vieillissement des arsenaux politiques et militaires de l'URSS. Produit du KGB, il se rêve chef nationaliste d'un grand monde slave. La Russie des tsars est son modèle implicite. La Russie a des capacités militaires massives et elle dispose de l'arme atomique. Son retard économique et technologique affaiblit ses capacités de résilience à moyen terme. Sa carte stratégique vise le renversement du régime ukrainien et l'édification d'une ceinture de protection avec des territoires satellites susceptibles d'obliger ainsi l'OTAN et l'Union européenne à reculer et à négocier.

Le temps joue contre la Russie. L'économie et la technologie russes sont fragiles.

La Chine continue de déployer ses forces et implante sa présence technologique et politique en Asie et en Afrique. Sa force démographique n'est plus un atout. Les aspirations des chinois au bien-être et à plus de liberté individuelle imposent aux dirigeants de ce pays de la vigilance, de la prudence et la consolidation du front intérieur.

Les Etats-Unis, qui restent l'hyperpuissance toutes catégories, est fragilisée par ses démons internes : invasion du Capitole et autres clivages politiques et culturels qui nuisent à son atout principal, son « soft –power », comme modèle culturel, financier et économique dominant le monde.

L'Union européenne reste une entité politique en construction et ses projets sont soumis à des négociations perpétuelles. Son unité face à l'attaque de l'Ukraine lui offre de grands atouts. La dépendance de son modèle énergétique et sa faible défense stratégique la positionnent encore derrière le parapluie américain.

Puissance économique, l'Europe n'est pas un acteur politique majeur en tant que tel.

Les autres pays valent entre la renégociation des fondements des anciennes tutelles-ententes, leur remise en cause et la recherche de nouvelles alliances.

Cette physionomie est désormais ouvertement contestée.

Les conflits mondiaux et les instabilités récurrentes et durables – les guerres du golf, les agressions de l'Irak, les déstructurations de la Syrie, de la Libye, les explosions sociales et les révoltes désordonnées-impulsées dans les pays arabes en 2010 -2011, la tragédie de l'Afghanistan, de la Tchétchénie, le terrorisme, et les déstabilisations terroristes dans la zone sahélo- saharienne- ont fini par provoquer l'éclatement de cette façade formelle et fragile.

Aux nouvelles prétentions géostratégiques, exprimées frontalement par le président Donald Trump, correspondent de nouvelles stratégies nationales et mondiales différentes l'une de l'autre, de la part du président Xi Jinping en Chine et de Vladimir Poutine en Russie.

La méditerranée, remise à jour à la fin du XXème siècle par les intérêts que suscitait le conflit israélo-palestinien, le poids énergétique des pays du golfe, les phénomènes migratoires, les trafics des armes et le terrorisme, a perdu de sa pesanteur. Elle ne pèse plus dans les enjeux du monde.

La méditerranée qui avait les prétentions d'être un acteur et un sujet dans les rapports de forces entre puissances à travers l'Europe et ses partenaires du Sud et de l'Est a soudainement perdu de ses éclats.

La méditerranée n'est plus sollicitée comme zone d'influence, comme point de pression dans les rapports de forces entre les centres qui se disputent le partage de l'hégémonie mondiale.

La crise sanitaire et la course, à coups de milliards de dollars, aux vaccins, la crise énergétique mondiale, les menaces et les crises liées au réchauffement climatique et la guerre en Ukraine, au cœur de l'Europe, ont marginalisé la méditerranée dans le concert des pôles.

La méditerranée s'est métamorphosée en caisses de résonances disparates des tambours des grandes puissances.

La guerre en Ukraine a démasqué encore plus les ambitions d'hégémonie de nouveaux pôles géostratégiques et le glissement de la matrice géopolitique mondiale vers l'Asie –pacifique et vers l'Europe de l'Est et du nord.

Le président Barak-Obama est le premier à avoir fait prendre cette inflexion aux stratégies américaines en privilégiant l'axe Asie-pacifique.

Les derniers événements saillants qui ont pour théâtre la crise en Syrie, en Libye, dans les pays de l'Afrique de l'ouest et au Sahel, en Iran, en Afghanistan, en Corée du Nord, ainsi que la crise du coronavirus, la guerre en Ukraine, la crise des céréales et le rôle de la Turquie, les 8 milliards d'habitants dans le monde et la Cop27 en Egypte, montrent bien que la méditerranée pèse de moins en moins dans les enjeux géostratégiques dans le monde. Tout au plus, chacun des pays essaie de se positionner au mieux de ses intérêts immédiats. Ce sont ces idées clefs que je propose d'analyser :

1-Du monde hérité de la seconde guerre mondiale à la chute du mur de Berlin : l'illusion d'un monde en détente sous la veille de l'hyperpuissance américaine.

1.1. Le monde tripolaire de l'après seconde guerre mondiale.

La fin de la guerre mondiale a façonné des puissances, des alliances et des organisations internationales. L'organisation des Nations-Unies , avec son conseil de sécurité et ses multiples organisations spécialisées ², ont instauré des espaces de négociations, de délibérations et de compromis qui ont permis à la paix de la terreur nucléaire de ne pas se transformer en catastrophe mondiale et ont permis aussi de réguler les conflits, le commerce mondial et d'assurer des veilles multilatérales vertueuses.

L'essentiel de l'architecture institutionnelle mondiale, qui a permis la prédominance du multilatéralisme et la primauté de la négociation entre puissances dans un cadre utile, malgré ses limites, est née dès l'après seconde guerre mondiale.

L'organisation des nations-unies et les institutions internationales spécialisées ont servi de cadre de concertations politiques et ont permis aux enjeux géostratégiques de trouver des issues et d'aboutir à des compromis pour les règlements des conflits et des crises

Il y a le conseil de sécurité de l'ONU.

Face à l'OTAN il y avait le pacte de Varsovie.

1.2. L'implosion de l'union soviétique.

La perestroïka et la Glasnost avec le président Gorbatchev et surtout la chute du mur de Berlin en (9 novembre 1989) ont provoqué un tsunami inattendu dans sa brutalité et ses conséquences qui ont totalement métamorphosé le bloc soviétique et le monde.

² OMC, OMS, UNESCO, CNUCED, etc.

Le nouveau modèle politique, économique et sécuritaire élaboré progressivement et tenacement par le président Vladimir Poutine ne peut se comprendre qu'en le situant dans ce contexte crucial des années 1989 - 2012.

Avec l'émiettement du bloc soviétique, le pacte de Varsovie s'est éteint.

Les pays de l'Europe centrale ont rejoint l'OTAN et sont devenus en majorité membres de l'union européenne, de l'Euroland et de l'espace Schengen ; ceux qui ne le sont pas encore sont en attente d'adhésion. La Finlande et la Suède, qui avaient opté depuis la première guerre mondiale pour la neutralité dans les alignements entre blocs stratégiques, ont formulé officiellement leur demande d'adhésion le 18 mai 2022 et sont désormais membres.

Stigmatisée, marginalisée et considérée comme une puissance régionale de seconde zone, la Russie a été tétanisée par le vertige de la chute brutale de sa puissance, les luttes de pouvoir et l'obsolescence de ses capacités économiques, scientifiques et technologiques.

La zone d'influence de la Russie s'est progressivement rétrécie.

L'OTAN n'en a pas moins continué à s'élargir et à moderniser son arsenal offensif, jusqu'à accepter l'adhésion de pays limitrophes et historiquement liés et reliés à l'histoire de la Russie. Les dernières négociations d'adhésion à l'OTAN les plus explosives sont celles de l'Ukraine, de la Géorgie, de la Bosnie-Herzégovine.

Cet encerclement de la Russie par les pays membres du pacte de l'atlantique - nord a suscité les réactions de la Russie de Vladimir Poutine :

La Crimée est annexée par l'armée russe en 2014, récupérant ainsi une région dont Khrouchtchev (l'ukrainien) a fait don à l'Ukraine en 1954, dans le cadre de la puissante URSS.

1.3. La Chine à la recherche d'un autre modèle politique : De l'atelier du monde à un centre économique performant pour un rôle géostratégique mondial dynamique.

Les réformes économiques profondes instaurées sous la présidence de Deng Xiaoping ont positionné la Chine comme grande puissance économique, technologique, militaire et offensive sur les marchés extérieurs.

Grande puissance économique, démographique³ et technologique, la Chine a les moyens de ses ambitions hégémoniques géostratégiques.

³ La Chine était le pays le plus peuplé du monde avec 1,3 milliard d'habitants. Elle est surclassée en 2023 par l'Inde avec plus de 1,4 milliard d'habitants. La Chine est menacée à moyen terme par le vieillissement de sa population et les exigences financières, sociales, sanitaires et politiques de leur prise en charge collective.

Elle assume pleinement son rôle de grande puissance et autres. Elle investit dans de grands projets structurants, non seulement en Afrique, en Asie, en Amérique latine mais aussi en Europe et aux Etats-Unis.

Elle est de plus en plus en compétition avancée dans les vecteurs de l'innovation de pointe , comme l'espace, l'intelligence artificielle, les réseaux sociaux et les algorithmes performants.

C'est la deuxième puissance économique du monde.

La crise sanitaire et les confinements liés à la crise du corona -virus ont bien montré la dépendance des économies du monde vis-à-vis de la puissance chinoise. Son taux de croissance économique et les indicateurs économiques, financiers, sociaux et sanitaires de la Chine sont des vecteurs qui tracent les trajectoires mondiales pour chaque catégorie !

Les forces de la puissance chinoise :

2- Les remises en cause des enjeux et les nouvelles distributions de cartes.

De nouvelles données et de nouvelles forces ont impulsé de nouveaux positionnements des puissances principales et secondaires dans le monde. Les nouveaux rapports de force et les stratégies engagées dénotent de remises en cause structurelles des positions en place. Tous les espaces de puissance sont sollicités pour rebattre les cartes.

Des distributions nouvelles sont en cours.

Des chocs inédits sont visibles et des moyens extraordinaires sont mobilisés.

Que nous réserve l'avenir si proche et si imprévisible ?

2-1. Les doutes de l'Amérique sur sa puissance et la mise en œuvre de nouvelles stratégies :

Les Etats-Unis d'Amérique sont –ils en train de sortir de leur illusion d'invincibilité, de » l'économie-monde ».

Sont-ils capables d'affronter le doute paralysant qui les a ligotés depuis la fin de la présidence OBAMA et leur retrait en désordre de L'Afghanistan notamment?

Il semble que la crise ait réveillé l'Amérique qui reprend appui sur ses énormes capacités financières, technologiques, militaires industrielles, culturelles et promotionnelles. Les GAFAM (Google, Apple, Facebook, amazone, Microsoft et twitter), l'OTAN, les nouvelles technologies, les conquêtes spatiales, le système monétaire international et le positionnement en Asie-pacifique en sont des points d'appui redoutable.

Les universités, les centres de recherches et les firmes américaines sont les locomotives de la technologie, de l'ingénierie et du développement dans le monde.

L'extraordinaire force et la vivacité de la **Silicon-Valley** sont tout à fait significative des attributs des Etats-Unis comme hyperpuissance.

Leur domination dans les dépôts des brevets, dans les inventions, les découvertes scientifiques et les secteurs de pointe ainsi qu'à travers les indicateurs économiques, en font la première puissance dans le monde.

2-2. La force tenace, omniprésente et agressive de Xi Jinping⁴ pour une Chine - pôle géostratégique mondial en compétition avec les Etats-Unis d'Amérique :

Le poids économique, la puissance technologique, militaire et la présence dans le monde sont les paramètres de cette superpuissance chinoise.

Les routes de la soie, les investissements dans le monde, les projets en Afrique, en Asie et en Méditerranée, l'offensive culturelle (centres Confucius, bourses d'études et de stages, universités.), sont des programmes ambitieux, transversaux et multipolaires qui permettent à la Chine de déployer ses forces, d'acquérir de nouvelles positions et de renforcer ses compétences et ses ressources.

Les forces de frappe de la puissance chinoise ?

Et la Russie ?

Malgré ses offensives, ses relents d'un passé glorieux de l'empire tsariste et de l'URSS, la Russie est empêtrée dans l'attaque de l'Ukraine. Face à l'OTAN elle n'a pas les moyens économiques, technologiques et militaires pour jouer le rôle de puissance et de pôle géostratégique mondial que Vladimir Poutine veut assumer à tout prix.⁵

Le PIB de la Russie est l'équivalent de celui de l'Italie.

Ses armements sont obsolètes, son armée n'est pas à jour.

Son poids scientifique et technologique est loin derrière celui de la Chine et des Etats-Unis. Sa démographie est un handicap et le niveau de vie des russes est encore faible.

⁴ Xi Jinping a été réélu en octobre 2022 pour un troisième mandat et président à vie par le congrès du parti communiste chinois. L'ex-président Hu Jin tao a été expulsé de la cérémonie de clôture de ce congrès qui a éliminé toute possibilité de contestation du pouvoir absolu du président Xi Jinping.

⁵ Vladimir Poutine est président de la fédération de Russie depuis 2000, il vient de se faire élire en avril 2021 pour un troisième mandat jusqu'en 2036.

La Russie a de lourds « *débits historiques* » au même titre que la majorité des pays méditerranéens.

Sa présence dans les médiations internationales dans la résolution des conflits et des crises se réduit de plus en plus, mis à part en Syrie et dans des pays d'Afrique subsaharienne à régimes issus de coups d'Etat et par les mercenaires de Wagner. Elle essaie de prendre position là où les intérêts stratégiques américains ne sont plus tangibles.

Son silence sournois (comme celui de la Chine) face à la grave crise entre Israéliens et la Palestine donne carte blanche à l'ambiguïté des gouvernants américains de rester seuls à prendre des grandes décisions qui s'imposent et qui devraient donner aux palestiniens leur droit à leur Etat avec sa capitale à Jérusalem-est.

Toutefois et sans pouvoir égaler la puissance du pôle américain, secondé par l'Europe, ni celle du pôle Chinois, la Russie peut chahuter les deux superpuissances à travers ses points forts, ses capacités de compétitions, comme en Afrique et par ses alliances conjoncturelles avec les puissances régionales comme l'Inde, le Brésil, la Turquie, l'Afrique du sud, l'Indonésie et le Nigeria.

2.3. La guerre en Ukraine et les nouveaux positionnements de l'union Européenne : les dilemmes de l'Europe.

L'union européenne dont l'ambition est de peser comme acteur majeur dans les choix stratégiques du monde n'est pas comparable en tant que telle aux autres puissances. De par sa nature politique, l'union européenne n'est pas un Etat centralisé ni décentralisé ; elle n'est pas une fédération ni une confédération. elle est une adhésion volontaire de pays souverains à une union , qui a évolué de façon remarquable depuis 1959 d'une entité plurielle , économique, monétaire, financière et progressivement par des convergences politiques complexes en matière de politique étrangère, de coordination des politiques migratoires et de défense .Malgré ce biais juridique, l' union européenne se présente de plus en plus en tant qu'union plurielle , avec une commission qui préfigure un exécutif commun et un organe législatif commun ; le parlement européen ;qui n'empêche pas des conflits d'intérêts et des divergences politiques entre les Etats.

La grande Bretagne s'est bien retiré de l'UE après le referendum sur le « Brexit » et continue son chemin en tant qu'acteur souverain.

Saisie par le doute à la suite du « Brexit »⁶, l'union européenne s'est ressaisie un moment sous le coup de la crise sanitaire et a repris ses élans d'approfondissement et de politiques communes. Quoique fragile, la souveraineté européenne commence à prendre des contours crédibles et audibles.

La guerre lancée par la Russie sur l'Ukraine le 24 février 2022 a redynamisé les projets communs, notamment le levier de la souveraineté européenne, de la défense commune et de la diplomatie des convergences.

Les effets de la crise énergétique avec la Russie, les différences de conception au sein de l'union, notamment entre la France et l'Allemagne, ont renforcé les divergences des intérêts et permis à l'OTAN et aux Etats-Unis de se positionner comme les véritables maîtres d'œuvre dans la défense de l'Ukraine et le chef de file opposé à la Russie.

Les européens, qui n'achètent plus le gaz russe, achètent le gaz de schiste américain plus cher et au mépris des effets du réchauffement climatique et du retour au charbon comme source d'énergie !

L'avènement de gouvernements issus de partis populistes et eurosceptiques n'est pas non plus en faveur de plus d'Europe dans un pôle mondial commun autonome. Après la Hongrie et la Pologne, l'Italie est dirigée par un gouvernement d'extrême droite populiste. Les Pays-Bas viennent de succomber aussi à cette vague xénophobe, liberticide et islamophobe.

L'UE est un projet volontaire entre (28-1) Etats qui se sont unis au fur et à mesure sur des projets et des positions communes négociées. Belle aventure née de la violence de la seconde guerre mondiale, conjuguée avec la méfiance vis-à-vis des anglais et de la haine séculaire entre la France et l'Allemagne. A ce titre l'U.E un modèle. Elle n'est pas une puissance mondiale en soi. Quand tous ses pays sont d'accord sur une politique, un programme, alors elle se comporte comme pôle de puissance stratégique mondiale. Quand il y a unanimité sur les décisions elle pèse dans les enjeux géostratégiques, dans les cas contraires elle est une espèce de serpent politique de mer.

Son influence sur le monde est déterminante et elle concerne directement les enjeux politiques et stratégiques en méditerranée occidentale.

Ses choix et ses actions lors de la crise sanitaire, de la crise en Ukraine, de la crise énergétique, des crises des migrations, démontrent l'efficacité de ses ressources et de ses décisions. Ses engagements en matière de lutte contre le

⁶ Boris Johnson, premier ministre britannique a mené une campagne électorale douteuse contre l'union européenne et les avantages que la Grande Bretagne aura en quittant l'union européenne et la zone euro le « Brexit » a pris effet à partir du 1 janvier 2021.

réchauffement climatique, pour les énergies alternatives non polluantes, pour le développement de la cyber- sécurité commune, en font une puissance mondiale.

Elle a l'ambition d'acquiescer son « autonomie stratégique ».

En politique extérieure et en défense, elle n'est pas une puissance homogène en tant que telle face aux deux pôles principaux et même à la Russie.

A travers l'OTAN notamment, elle est sous le couvert des Etats-Unis d'Amérique.

La boucle géostratégique est bouclée.

Vis-à-vis de la méditerranée, l'union européenne est le partenaire le plus engagé et le plus proche. Elle est le seul bloc avec lequel des projets d'envergure ouverts sur le monde peuvent se faire dans la durée et dans les intérêts des uns et des autres bien compris.

Du côté de l'Afrique méditerranéenne, un constat amer s'impose : Au fur et à mesure de ses dynamiques institutionnelles et territoriales, l'Europe est De moins en moins méditerranéenne.

Alors que l'UE est le plus grand bailleur de fonds en Palestine, Cisjordanie et Ghaza, notamment pour les instances spécialisées des Nations –Unies (UNRWA, UNICEF ...) et les ONG internationales (CICR, médecins sans frontières etc...), elle reste sans voix politique audible face aux drames des populations civiles en Israël et à Ghaza et face à la colonisation israélienne et à la négation des droits reconnus par les Nations-Unies du peuple palestinien.

3-Les BRICS, au-delà des effets d'annonce.

Le dernier sommet des pays qui composent les BRICS qui s'est tenu à Johannesburg en Afrique du sud du 20 au 22 Août 2023, est le quinzième du genre, aucun des précédents n'avait connu une telle médiatisation et autant d'interprétations.

Il y a le contexte géopolitique avec les compétitions agressives et les joutes oratoires de surenchères entre les Etats-Unis et la Chine, notamment en Asie de l'Est, autour du statut de Taiwan.

Il y a l'invasion de l'Ukraine par la Russie et son encerclement par la consolidation de l'OTAN.

Il y a le retour de Lula da Silva à la présidence du Brésil.

Et il y a des percées en terme de visibilité de plusieurs émergents du « global-South ».

3.1. Le contexte de la création des BRICS ;

Crée en 2003 à l'initiative du même Lula da Silva, président du Brésil, à la suite de l'agression contre l'Irak, les BRICS se définissent beaucoup plus en réaction au capitalisme mondialisé que par un projet cohérent, global et intégré.

Quatre pays sont les membres fondateurs, les BRIC : B pour Brésil, R pour Russie, I Pour Inde, C pour Chine. Le S pour South -Africa a été admise comme membre en Avril 2011. On obtient BRICS.

Leur ambition se veut une contribution à un nouvel ordre mondial de lutte contre l'hégémonie du G7 et contre la prédominance du dollar et des institutions financières internationales, FMI et Banque mondiale en tête.

Rappelons que Lula est aussi l'initiateur du forum social mondial de Porto-Allègre au Brésil, en janvier 2001 « un autre monde est possible », qui a connu un grand succès dans la prise de conscience des excès du système mondial néolibéral. Le forum altermondialiste conteste l'hégémonie de la culture médiatique et consumériste du forum de Davos, tel qu'il s'est mis en place les premières années. Le forum de Davos s'est ouvert après la crise systémique mondial de 2008 aux expériences critiques de la finance des NTIC (nouvelles technologies d'information et de communication), sur les organisations non gouvernementales, sur l'écologie et à l'écoute des voies alternatives de vie et de développement, autres que le capitalisme des multinationales et de la finance spéculative.

Les BRICS ne sont pas une alliance, ils ne sont pas un pacte, ils ne sont pas une organisation d'Etats.

Il fonctionne comme un forum, un club politique, une tribune codifiée, un groupe de pression qui est à la recherche d'une formalisation acceptée par tous les membres, et cela n'est pas une mince affaire !

3.2. Positionnements ;

La conférence historique des pays non alignés de Bandung en Indonésie en 1955 constitue leur référence idéologique : Refuser que l'ordre mondial soit confisqué par la compétition entre les grandes puissances et surtout militer

pour que les pays en développement ne soient pas l'otage des compétitions entre les puissances et les réseaux qui dominent l'économie mondiale.

Plus que de la neutralité d'antan, proclamée dans l'ADN de la conférence des non-alignés, il s'agit de positionnements géostratégiques contre la suprématie du G7, du dollar dans le SMI (système monétaire international), sur l'économie mondiale et ses institutions.

Le G7 est le club des pays riches issus du « leadership » américain sur l'économie mondiale, ce sont les Etats-Unis d'Amérique, l'Allemagne, le Canada, le royaume –uni, le Japon, la France et l'Italie,

Les BRICS prônent la « décolonisation de l'économie mondiale et le multilatéralisme » comme mode de régulation.

Ils revendiquent une meilleure intégration des pays émergents comme partenaires égaux dans le FMI, la Banque mondiale et autres institutions du système de l'ONU.

Il s'agit de la refonte de l'architecture et du mode de fonctionnement des organisations du système international, qui sont restées telles qu'elles ont été structurées au gré des intérêts des vainqueurs de la deuxième guerre mondiale, notamment par les accords de Breton- woods et le conseil de sécurité de l'organisation des Nations –Unies (ONU).

Les pays du groupe BRICS ne bénéficient que de 15% des droits de vote dans les deux grandes institutions internationales alors qu'ils représentent 40% de la population mondiale.

Pour contrebalancer ce système et la loi du dollar, les BRICS ont créé en 2014 leur banque de développement, la NDB (the new development Bank), basée à Shanghai, avec un capital initial de 50 milliards de dollars, versés à parts égales par les cinq pays fondateurs.

Les prêts que la NDB octroie n'obéissent pas à des conditionnalités et surtout pas aux PAS (programmes d'ajustements structurels) à la méthode du FMI. Ces facilités peuvent se faire en monnaies nationales.

La création d'une monnaie unique est une priorité affichée.

Des pays non membres des BRICS ont adhéré à la NDB.

Le président brésilien a pu placer à sa tête l'ancienne présidente du Brésil, Dilma Rousseff, qui lui a succédé après son premier mandat de président du Brésil.

3.3.les « dessous des cartes » dans les BRICS ;

Dotée de ressources insuffisantes et non adossée à des structures solvables et à rayonnement mondial, la NDB a du mal à entamer sa trajectoire. Elle s'endette en dollars et n'a pas suffisamment de réseaux de conseils, d'influence et d'ancrages autres que ceux des pays membres qui sont eux-mêmes confrontés à des contraintes de financement, de liquidité, de solvabilité, d'endettement, de gouvernance et de faisabilité des projets.

Les cinq pays sont membres du G20, dont ils dénoncent l'inefficacité, les déséquilibres et le faible impact face au G7.

Le succès médiatique qu'a eu le dernier sommet par le nombre demandes d'adhésion et surtout par les nouvelles admissions, cache mal les divergences de fond entre les cinq pays membres :

Pour la Chine, dont le président Xi-Jinping, a assisté en personne au sommet, les BRICS est un cadre qui peut lui permettre de crédibiliser et diffuser ses choix géostratégiques et son modèle, portés par la « nouvelle route de la soie » axée sur les infrastructures, l'aide non liée et la « non-ingérence ».

Entendez par là, ne pas poser les questions qui fâchent de démocratie, de liberté et de droits humains, les priorités sont le développement économique et la sécurité.

Engagée dans la course pour le leadership mondial, la Chine a besoin d'appuis contre l'hégémonie américaine.

Embourbée dans l'invasion de l'Ukraine, la Russie, qui a réussi à l'encontre de ses calculs et de ses intérêts à faire l'unité de l'occident contre elle et surtout à renforcer l'homogénéité de l'union européenne sous le couvercle militaire et politique américain, a besoin de débouchés, de marchés, de fournisseurs, de visibilité et d'alliés politiques.

Adversaire déclaré de la Chine, l'Inde cherche à faire prévaloir son poids démographique de pays le plus peuplé du monde et ses succès économiques et

technologiques, surtout après le récent succès de sa fusée lunaire « low- cost » (chandrayaan) !

Nouvellement réélu dans un contexte difficile dans un Brésil en crise et en perte d'influence, Lula a besoin de strapontin et de tribune mondiale dans son retour politique dans le Brésil divisé et traumatisé.

L'Afrique du Sud continue de surfer sur la rente mémorielle de la résistance de Nelson Mandela et de l'empathie « tiers- mondiste » d'antan !

En fin de compte, Les BRICS, nouvelle valse, est l'expression d'une lutte entre les membres pour renforcer chacun son aire d'influence.

Quelle est la rationalité de cet élargissement qui intégrera à partir du 1^{er} janvier 2024, l'Iran, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes-unis, l'Egypte, l'Argentine et l'Ethiopie :

- Avoir plus de poids sur le marché mondial des énergies ?
- Avoir accès à des excédents spéculatifs de liquidités internationale issues des hydrocarbures ?
- Se positionner dans les régions stratégiques sensibles à travers des puissances locales et régionales à la recherche de plus d'influence politique et économique ?
- Constituer un contrepoids à travers un puzzle anti- capitaliste mondial néo-libéral ?
- Selon lequel des modèles divergents des onze pays membres peuvent se bâtir de telles ambitions déclaratives ?

Que ce soit à travers le forum BRICS, à travers l'Asie pacifique et l'Afrique, la CHINE se mobilise pour un « leadership conjoint » dans le monde.

4-La méditerranée divisée dans un monde fragmenté autour des deux pôles dominants :

Passées les décades de la présence politique et médiatique avant les années 2001 à 2010, la méditerranée, divisée et affaiblie ne figure plus sur le tableau de bord de la géostratégie mondiale.

4.1. La précarité de la méditerranée géopolitique :

La méditerranée n'a joué des rôles importants tout le long du XX^{ème} et au XXI^{ème} siècle que dans les enjeux inter et intra- puissances mondiales.

La méditerranée n'a pas d'autonomie politique et géostratégique, elle est une caisse de résonances des rapports de forces dans le monde.

Les positions des uns et des autres pays n'obéissent qu'aux impératifs nationaux, et à court terme. il n'y a pas d'espaces méditerranéens de concertations et de négociations !

Les projets, salués de temps à autre par ci- par-là à coups de propagande, sont aussi éphémères que les moyens prévus pour les réussir.

Les relents nationalistes, identitaires et territoriaux obstruent toute perspective de coopération durable et sont souvent utilisés pour diviser et reporter les tensions internes sur le voisin désigné comme coupable des incuries internes des responsables politiques.

Dans la majorité des pays la question de la démocratie, des libertés individuelles, du bien-être des populations ne se pose qu'à la marge ; d'autres voies de légitimation sont sollicitées, leurs impacts montrent leur manque de légitimité.

4-2. Les perspectives énergétiques alternatives, numériques, cybernétiques, sécuritaires et culturelles, réduisent le poids et les influences des pays méditerranéens.

- Dépendance scientifique ;
- Dépendance technologique ;
- Economies désarticulées ;
- Pauvreté, inégalités sociales,
- Instabilité politique et manque de projet de société ;
- Acteurs non-étatiques marginalisés,
- Libertés individuelles réduites ;
- Absence de contre-pouvoirs autonomes et crédibles ;
- Homogénéité artificielle et lutte contre les diversités culturelles et religieuses.
- Politiques énergétiques rentières et destructrices de la nature, de l'environnement et contribuant à la dégradation climatique.

La méditerranée ne pèse pas lourd dans les contrepoids à la bipolarité mondiale.

Les marges de manœuvre de la Russie, du Brésil, de la Turquie, de l'Inde et de l'Afrique du sud, ainsi que les pouvoirs de négociation des pays méditerranéens individuellement dans les balanciers politiques du monde ne peuvent pas façonner, même à terme, des configurations géostratégiques de visibilité pour la méditerranée.

Il y a une pluralité de Méditerranées, d'Afriques, d'Amériques, d'Europe, d'Asies et d'Océanides mais à l'opposé des autres sous-espaces politiques, il n'y a aucune velléité d'autonomie géopolitique durable en méditerranée !

Pourtant les enjeux dans lesquels des sous-espaces méditerranéens peuvent émerger et mutualiser leurs compétences et leurs atouts sont multiples et stratégiques : Energie ? Sécurité ? Enjeux écologiques et environnementaux ? lutte contre le réchauffement climatique ? Démographie ? Passerelles entre l'Afrique et l'Europe ?

En conclusion, le Maroc dans son ère géostratégique.

Telle qu'elles se présentent, les variables géostratégiques sont en mutations et sont déterminées en dehors de l'ère méditerranéenne.

La méditerranée ne semble pas être un projet politique émergent et convergent. Est-elle condamnée à n'exister politiquement qu'à travers les appoints que ses pays apportent, chacun de son côté, à l'une ou l'autre des puissances mondiales ou régionales ?

L'illusion politique créée un moment par le partenariat euro-méditerranéen et encore plus par l'union pour la méditerranée (UPM), est-elle à jamais perdue des registres des possibles ?

L'avenir le dira peut-être.

Il y a plusieurs méditerranées comme il y a plusieurs Afriques.

Des projets leaders devraient émerger dans ce sens et des risques valent la peine d'être pris.

Du domaine du possible est le projet ambitieux et fécond que l'Afrique méditerranéenne soit une structure de convergences industrielles, culturelles, et des énergies vertes et alternatives entre l'Europe et l'Afrique saharienne.

C'est le pari que fait le Maroc à travers son ouverture sur l'Afrique de l'Ouest, sa demande d'adhésion au projet de la zone de libre-échange continentale

africaine(AZLECAF) , le gazoduc Maroc-Nigéria⁷ et le « partenariat vert » avec l'union européenne⁸. Le Maroc qui reste ancré dans l'économie mondiale notamment à travers ses accords d'association et de pays partenaire à statut avancé avec l'union européenne, a pu développer progressivement un « soft-power » remarquable depuis deux décennies.

Sa forte présence dans les institutions internationales, son adhésion aux projets de protection de l'environnement (la coop 27 à Marrakech) , ses politiques de transitions engagées vers les droits humains, l'égalité entre les femmes et les hommes , ses politiques réformistes dans des domaines stratégiques comme le fait religieux, la sécurité et la lutte contre le terrorisme , la stabilité politique ,la défense , le développement territorial , les énergies propres , ainsi que son partenariat politique et économique avec les pays d'Afrique subsaharienne.

Ses choix géostratégiques qui prennent en considération le contexte régional conflictuel et instable, sont engagés dans le concert des nations, avec la recherche de l'autonomie dans ses marges de manœuvres, avec des relations ouvertes, le tout centré sur les intérêts stratégiques du pays à long terme :

Sa non-participation au vote lors de la résolution de l'assemblée générales des Nations le 3 mars 2022 sur la condamnation de la Russie ;

La diversification de ses partenariats ;

Ses nouveaux choix industriels ;

Son ancrage culturel dans la diversité et le multiculturalisme ;

Ses ambitions atlantiques ;

La reconnaissance Etatsunienne de la souveraineté marocaine sur son territoire saharien lui confère un levier important qui le qualifie pour contribuer sereinement dans les enjeux régionaux et mondiaux.

Evoluant à ce propos sur des sentiers difficiles, le « soft power » du Maroc lui confère le statut d'un acteur de plus en plus crédible sur la scène internationale.

Le choix ne doit pas être celui de remplacer une tutelle par une autre mais, pour chaque pays, de renforcer ses capacités internes, de varier ses partenariats et de bien maîtriser les enjeux de son avenir pour préserver ses pouvoirs de négociation avec des compromis vertueux dans l'intérêt des peuples.

⁷ Le gazoduc Maroc-Nigéria dont le cadre juridique et politique est congné par les deux partenaires serait un projet qui structurerait les territoires les économies et la coopération globale. Il serait de 6000 kilomètres de longueur en traversant 13 pays, fournirait du gaz à plusieurs d'entre eux, acheminerait 5000 m3 de gaz naturel par le gazoduc- Maroc-Europe(GME).

⁸ Partenariat vert entre le Maroc et l'union européenne,

De toute évidence, le monde vit la fin des dogmes et, de toute évidence, de nouvelles cartes apparaissent en même temps que la redistribution de toutes les cartes se négocient par la guerre, les provocations et par les concertations.

Tout équilibre est potentiellement porteur de déséquilibres. L'équilibre est par nature instable. Du chaos peuvent jaillir des jalons de vertu.